

naître l'état des vivres : on n'en possédait que pour sept jours. Après sept jours, il eût fallu capituler. La retraite sur Pontarlier fut donc aussitôt décidée. Mais, pendant les trois jours de repos forcé que les troupes de Bourbaki avaient pris sous Besançon, les soldats de Werder, franchissant les défilés du Lomont, abandonnés par Bressolles, prenaient position le long de la frontière de Suisse et, pour un peu, coupaient tout à fait à notre armée le passage en Suisse, notre dernier espoir de salut matériel.

Ce fut alors que Bourbaki, effaré de sa défaite, reculant devant la responsabilité suprême, désolé et éperdu, voulut tenter d'abord de se jeter, à la tête d'une poignée d'hommes, sur les Prussiens ; puis haussant les épaules : « Et s'ils ne me tuent pas, dit-il, s'ils me cassent seulement une jambe, je serai inutilement estropié et on dira peut-être que j'ai passé à l'ennemi ! » Alors il arma un pistolet et se frappa au front. Le bruit de sa mort se répandit, mais le général n'était que blessé. Le commandement de l'armée de l'Est échut alors au général Clinchant, qui commandait le 20^e corps après avoir, à l'armée de Metz, commandé une brigade. Bourbaki l'avait désigné lui-même pour son successeur.

Le général Clinchant, officier distingué, brillant, était aimé de ses soldats depuis le Mexique, où il avait eu Cremer pour aide de camp. Jeune encore et énergique, il essaya de réunir, au delà de Pontarlier, devant Mouthe, les débris, les bandes affamées de l'armée de l'Est. C'était le 28 janvier. Attaqué à Chaffois et à Mouthe, le général Clinchant, apprenant la nouvelle de l'armistice, laissa occuper, sur la route de Lyon à Mouthe, des positions importantes qu'il eût certainement défendues s'il eût été informé que l'armistice ne regardait aucunement notre armée de l'Est (1). Voyant que Manteuffel continuait les hostilités, Clinchant lui dénonça l'armistice, et télégraphia en même temps à Bordeaux.

Pontarlier, 30 janvier, 5 h. 35.

Clinchant à guerre.

« Je n'ai pas encore de réponse officielle du général Manteuffel, mais d'après une lettre apportée

(1) « ... Cependant les armées prussiennes, sans doute mieux instruites des termes de la convention, ont continué leurs mouvements et pris des positions malgré la résistance et les protestations de nos chefs de corps. La délégation qui n'a, on le voit, reçu sur la convention de Versailles d'autre document officiel français que le télégramme de Versailles signé Jules Favre, a le droit et le devoir de porter ces faits à la connaissance du pays, afin de rapporter à qui de droit la responsabilité qui incombe à ceux qui n'ont pas fait connaître la convention dans toute sa teneur et ont entraîné des erreurs d'interprétation dont les conséquences, au point de vue de notre héroïque armée de l'Est, peuvent être irréparables pour la France.

« LÉON GAMBETTA. »

par un parlementaire prussien pendant une conférence près de Frasne, il paraîtrait que le général Manteuffel ne voudrait pas reconnaître cet armistice pour l'armée de l'Est, disant qu'il ne concerne que les armées du Nord et de Paris. »

Peu après, comme Manteuffel lui apprenait que l'armistice ne le concernait pas, le général voulut au moins sauver son matériel et les débris de son armée. Il télégraphiait alors à la délégation :

Verrières-Françaises, 1^{er} février.

Général Clinchant à guerre.

« Tout ce que vous écriviez à J. Favre, je l'ai tenté inutilement près de Manteuffel. Il m'a refusé suspension d'armes de trente-six heures pour que le gouvernement puisse élucider la question. L'ennemi ayant continué les hostilités, malgré nos protestations et menaçant de couper ma retraite même vers la Suisse, ce qui entraînerait la perte de l'armée et de tout le matériel, j'ai dû me rendre à la dure nécessité de franchir les frontières.

« Le matériel a presque effectué son passage à l'heure qu'il est. Le général Billot couvre la retraite avec trois divisions du 18^e corps. Je vous enverrai aujourd'hui le texte de la convention que j'ai conclue avec la Suisse.

« Signé : CLINCHANT. »

Le 1^{er} février, une convention signée entre le général Clinchant et le général suisse Herzog permettait à l'armée française de se réfugier sur le territoire helvétique avec armes et bagages. 85,000 hommes, 11,000 chevaux, 202 pièces de canon furent ainsi sauvés. Cremer avait fait enclouer son artillerie qu'il avait été forcé d'abandonner. Chère petite république suisse, plus grande dans ton œuvre d'humanité que d'autres dans leurs insolents triomphes, quelle reconnaissance tout cœur français ne te doit-il pas ? Les petits furent les plus grands, d'ailleurs, en cette épouvantable aventure. Comme la Suisse, la Belgique, après Sedan, s'était montrée admirable et fraternelle.

On dit que les Suisses veulent élever à Neuchâtel une colonne commémorative de l'entrée de nos troupes sur leur territoire. Cette colonne devrait être faite du bronze ami des canons français.

Pauvre armée en lambeaux, pauvres soldats en haillons ! Lorsque les Suisses les virent, pâles, exténués, mourants, tous pleurèrent. Une immense pitié s'empara de ces cantons qui se saignèrent pour fournir vivres, argent, vêtements, aux vaincus et aux exilés. Quelles plaies et quelles douleurs roulait cet immense flot de l'armée en déroute ! Des fourgons de fiévreux, des voitures de malheureux aux pieds gelés. Des femmes se précipitaient sur ces hommes et, de leurs mains, lavaient, ré-

chauffaient ces pieds glacés. Elles donnaient tout. Le gouvernement suisse avait demandé 45 millions ; — le seul canton de Zurich en apporta en quelques heures 27, la Suisse entière 106. Il fallait par jour 30,000 pains de 3 livres, 150 bœufs, 600 quintaux de paille, 500 quintaux d'avoine. On trouva, on donna tout cela. Et quand de pauvres blessés disaient à des paysans aussi misérables qu'eux : « Mais vous, vous ne gardez rien, pas de provision pour vous, » — les braves gens de Suisse répondaient : « Ne craignez rien, Dieu y pourvoira ! »

Savez-vous ce que fut la Suisse tout entière pour cette France vaincue ? Elle fut une nourrice, elle fut une mère. Que la Suisse soit bénie dans ses citoyens et dans ses enfants à venir !

Et comme les journaux allemands raillaient la Suisse de sa compassion, et comme le *Journal d'Ulm* disait : « Tant mieux pour la Suisse, si la canaille de l'armée de Bourbaki est chez elle, la Suisse verra comment il est facile de traiter de telles gens, et ce qui lui en coûtera, » le journal *l'Helvétie* répondait, insolent et brave, en républicain parlant à un esclave : « Que les rédacteurs du pays des Sept Souabes se rassurent : les quatre-vingt mille Français (et davantage s'il le fallait !) seront mieux traités dans notre riche et libre Suisse que ne le sont les mangeurs de saucisses et de choucroute, de Knodel et de Nudel, dans leur propre pays ! (1). »

Pendant ce temps, le 18^e corps, celui du général Billot, avait été chargé de couvrir la retraite. Une arrière-garde, postée au col de la Cluse et aux environs du fort de Joux protégeait, avec la plus grande bravoure, le défilé de l'armée et défendait pied à pied les derniers échelons du Jura. On ne lira pas sans intérêt, disait alors le *Journal de Genève* (2), le récit suivant que nous adresse l'un des acteurs de ce petit drame militaire, qui s'est terminé par une retraite d'une hardiesse toute chevaleresque :

« La retraite de la première armée et le défilé de l'artillerie et des bagages sur les Verrières ont été décevants, le 1^{er} février, par la réserve générale et par le 44^e de marche, du 18^e corps. L'action s'est engagée vers onze heures au col de la Cluse et a

(1) Depuis, la sympathie de la Suisse ne s'est pas plus démentie que la reconnaissance de la France. Il y a eu, le 7 janvier, une grande manifestation en mémoire des soldats français décédés à Lausanne pendant leur internement. Environ 6,000 personnes, précédées de la musique et de drapeaux tricolores voilés d'un crêpe, ont pris part, ainsi qu'une délégation du conseil d'Etat, à l'inauguration du monument funèbre dans le cimetière de Montoie. Quelques orateurs ont pris la parole, et rendu hommage aux malheureux soldats et mobiles de l'armée du général Bourbaki.

(2) Voy. les articles de M. Marc Debré réunis en volume.

duré jusqu'à la nuit. On se fusillait à vingt pas, près de la cabane du chemin de fer qui marque le tournant du col. La lutte a eu un caractère particulier de ténacité qui a justifié le cas où le général Clinchant faisait de cette réserve qu'il avait formée et sur laquelle il comptait. L'armée du général Manteuffel, engagée presque entièrement dans la trouée de Pontarlier et sur les crêtes, a perdu une centaine de prisonniers et plus de cinq cents hommes tués ou blessés. Le terrain, au tournant du col, était couvert de cadavres prussiens.

« Le général Pallu de la Barrière, qui commandait la réserve générale, n'est pas entré en Suisse. Il s'est jeté, le 2 février, dans les montagnes du Jura, avec onze officiers et une troupe composée d'hommes du 38^e de ligne, du 29^e de marche et de l'infanterie de marine. Pendant le jour, ce débris d'un corps de 9,000 hommes s'établissait dans des positions très-fortes où, malgré son petit nombre, il pouvait résister, et où ses lignes de retraite étaient toujours soigneusement observées. Pendant la nuit, la colonne usait de ruse et défilait en vue des factionnaires ennemis, à 400 mètres souvent du gros des troupes prussiennes. Les hommes, enrhumés, étouffaient leur toux. Les marches forcées, les chemins impraticables, les amoncellements de neige, la privation du sommeil ne lassèrent pas le courage de cette petite troupe qui, après huit jours de dures fatigues et bien des chances diverses, put déboucher sur la vallée de la Valserine. Leurs armes, qu'ils conservèrent, leur restaient comme un drapau. »

Dans ce dernier combat de la Cluse, un héros était tombé, dont l'histoire ne doit pas oublier le nom. C'est le colonel Achilli, du 44^e de marche. Chargé de défendre les derniers défilés et voyant que quelques-uns de ses soldats murmuraient : « Qu'avez-vous donc ? dit-il, vous restez en France, les autres passent en Suisse et vous vous plaignez ? — C'est que, ici, nous allons nous faire tuer, colonel ! — Eh bien ! c'est ce que je vous disais ! Vous resterez en France ! » — Le mot est sublime. Une heure après, le colonel Achilli tombait, frappé d'une balle au ventre.

Blessé à quatre heures du soir, il expira quelques heures après. Il mourut avec deux blessures encore saignantes, outre sa blessure mortelle : il avait reçu la première, au pied, à Juranville ; la seconde, à la cuisse, à Villersexel, et, quoiqu'elles ne fussent point guéries, il combattait encore.

Le 44^e de marche avait d'ailleurs eu déjà à sa tête un brave, c'était le colonel Robert, qui le commandait avant le colonel Achilli. A Juranville, le 28 novembre, le colonel Robert marchait en même temps à la tête de la 1^{re} brigade de la 1^{re} division du 18^e corps. Il n'était alors que chef de bataillon. Fait colonel après Juranville, il passa général après

Villersexel. Le 1^{er} février à la Cluse, il guidait au combat sa brigade, la dernière qui résistât.

Vers trois heures, le feu cessa du côté des Prussiens. Les Français s'arrêtèrent en même temps, par instinct. Un officier supérieur allemand se détache alors et s'avance. Le général Robert en fait autant et, lorsque ces deux hommes sont l'un près de l'autre : « Général, dit le Prussien, vous êtes cernés, il ne vous reste plus qu'à vous rendre. — Pardon, monsieur, répondit simplement le général Robert, il nous reste encore à mourir honorablement. »

Le feu recommença avec furie, et ce fut peu après que le colonel fut blessé à mort. A huit heures seulement, l'arrière-garde du 18^e corps entra en Suisse. Le 2 février au soir, la dépêche signée du commandant en chef du 18^e corps, publiée à Bordeaux, contenait l'extrait suivant :

« ... Nous avons à regretter la perte du brave colonel Achilli, du 44^e, qui, avec deux blessures ouvertes reçues depuis longtemps, n'a pas cessé un seul jour de conduire son régiment au feu.

« Signé : BILLOT. »

Ce sont de pareils traits et de tels sacrifices qui vengent, aux yeux de l'avenir, l'honneur meurtri des nations vaincues.

Pendant qu'en dépit de l'armistice, notre armée de l'Est était ainsi rejetée sur la Suisse, Belfort continuait à être impitoyablement bombardée (1). Ce siège de Belfort est une des pages les plus belles pour nous et les plus consolantes de l'histoire de cette douloureuse guerre. Nous avons vu les efforts qu'avaient tentés Bourbaki pour débloquer la ville. Belfort, dès le 10 novembre, était investie à quatre kilomètres autour de sa citadelle; le 16, les ouvrages allemands étaient déjà à 1,300 mètres. Dans la nuit du 16 au 17, 3,000 de nos soldats faisaient une sortie et bouleversaient, il est vrai, tous les ouvrages. Mais, du 18 au 30, les Prussiens ouvraient deux parallèles. Le 2 décembre, leurs batteries, établies sur la côte du Salbert, commençaient le bombardement, et, le 6, l'état-major prussien télégraphiait à Berlin : *Belfort peut tenir cinq jours au plus*. Deux mois après, Belfort tenait encore.

(1) Neufchâtel, le 1^{er} février 1871, 4 h. 30 m. soir.

Les Prussiens continuent à tirer des bombes avec force sur Belfort, et prétendent que l'armistice ne profite ni à cette brave forteresse, ni à l'armée de Bourbaki.

Ils continuent à diriger des troupes sur Belfort; hier, ont passé à Mulhouse plus de 50 wagons militaires.

Neufchâtel, 1^{er} février 1871, 7 h. soir.

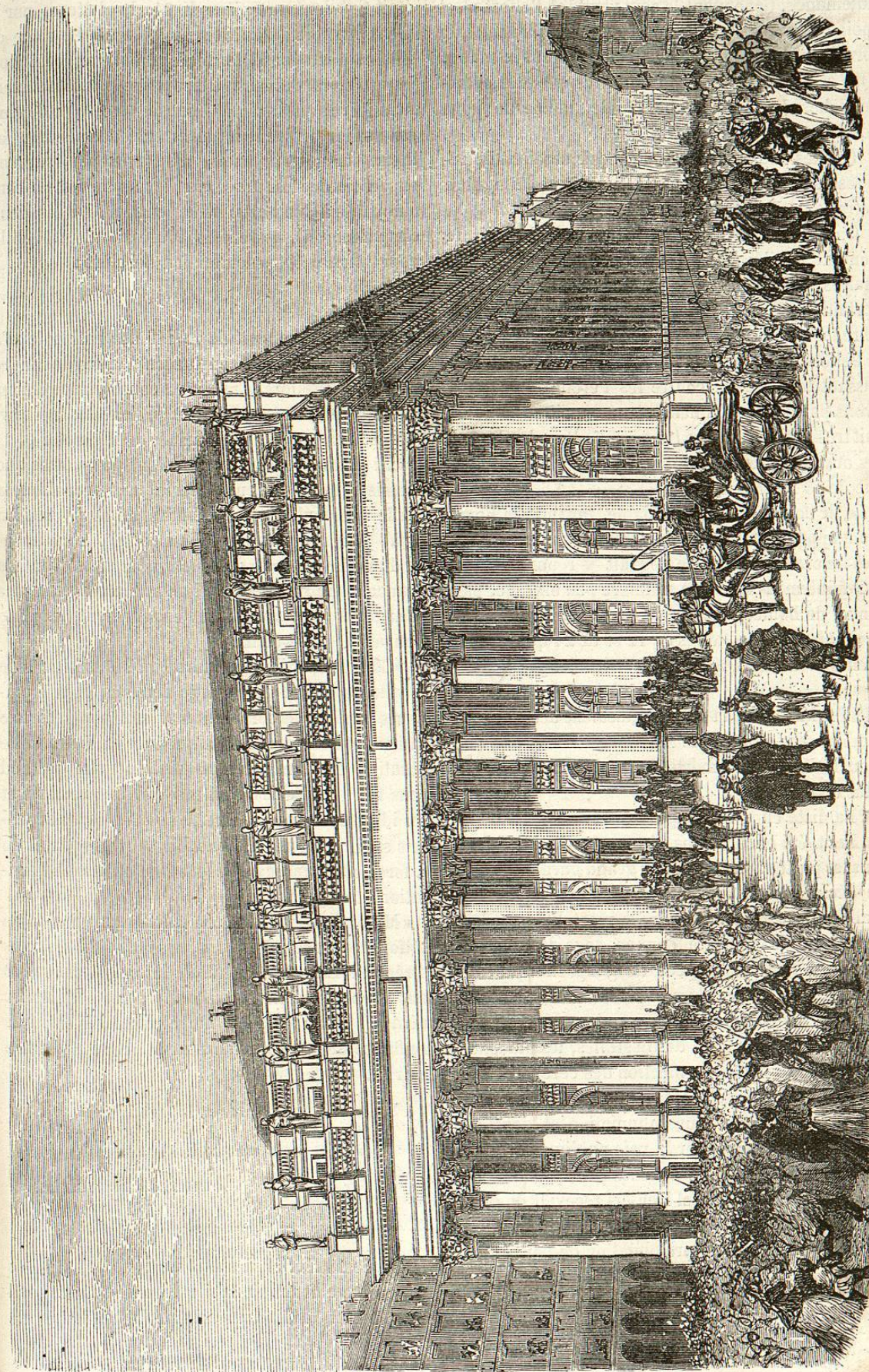
La Prusse profite du traité de Paris pour diriger force troupes sur l'héroïque Belfort; préparatifs ardents nuit et jour; parlementaire prussien est venu à Belfort, annoncer la capitulation de Paris, disant que la France n'a plus d'armée, plus de gouvernement. Le colonel Denfert a répondu : « C'est possible, mais, ici, les soldats républicains ne se rendront pas. »

Vers la fin de janvier, le 26, les Prussiens, établis devant les Perches qu'ils voulaient prendre et de là bombarder le château placé sur le roc, se risquèrent à enlever la position de vive force. L'assaut fut livré pendant la nuit : à huit reprises consécutives, les bataillons de la landwehr désignés revinrent à la charge; à huit reprises, l'attaque fut repoussée. Un seul bataillon défendait les Perches; il eut une trentaine d'hommes mis hors de combat. Au lever du jour, l'ennemi, décimé, battu en retraite, abandonnant ses blessés sur le champ de bataille. Les Allemands ont dit que l'assaut fut renouvelé le 8 février. Cela n'est pas exact. Ils n'occupèrent les Perches que parce que leur artillerie bouleversant nos canons, nos travaux, rendait la position intenable.

Belfort donc résistait victorieusement, défiant le bombardement et les assauts. Les Allemands laissaient autour de ces murailles des morts par montceaux. Le chiffre a été grossi comme toujours, et on a dit, par exemple, que, dans une seule attaque, lors du dernier assaut, les Prussiens virent tomber 18,000 morts autour de la ville. Cela est faux. Mais la vérité est que les Allemands donnaient avec terreur un nom sinistre à ce coin de terre où bataillons et régiments allaient s'engouffrer, d'où ils revenaient écrasés et décimés. Ils l'appelaient *le Trou de la mort* ou *Todten fabrik*, fabrique de morts.

La population de Belfort tout entière, au surplus, était vraiment héroïque. Elle haïssait la Prusse. Elle espérait la victoire. Ces deux forces la soutenaient pendant les longs jours de siège, où nulle nouvelle que de faux bruits de victoires impossibles qui rendaient la réalité plus sinistre, n'entraînait dans la ville. Le maire, M. Mény, se multipliait avec un courage digne de tout éloge. Le colonel Denfert, que des gens ont osé appeler *un colonel de casernes*, dirigeait, ordonnait toutes choses. Un matin de janvier, quelle fut la joie, quelle fut l'ivresse de la pauvre ville ! Denfert avait envoyé à toutes les batteries de la place un ordre ainsi conçu : *Tirez à blanc jusqu'à la nuit, en signe d'allégresse, cinq coups par pièce. L'armée française s'avance* (1). En effet, on entendait, là-bas, du côté d'Héricourt, le canon, les mitrailleuses, les feux des tirailleurs. Les Français ! C'étaient les Français ! Quelle fièvre ! « Le bruit se rapproche. Les nôtres ne reculent donc pas ! » On comptait les heures aux battements de son cœur. Le soir, la bataille cessait pour reprendre le lendemain 16 janvier, plus furieuse. Ce jour-là, — quelle émotion ! — on aperçoit du haut de la Miotte les batteries françaises installées au mont Vaudois. L'action se rapproche. Le bruit court que les Prussiens enclouent

(1) *Le Siège de Belfort*, par L. Belin, page 119 et suiv.



L'ASSEMBLÉE A BORDEAUX. — Le Grand-Théâtre, siège de l'Assemblée nationale.

déjà leurs canons. Un bataillon sort aussitôt de Belfort, se porte sur Essert et décime les artilleurs allemands. Cependant le soir vient, et Belfort n'est point délivrée. Le 17, après une nuit d'anxiété, le bruit semble s'éloigner. On n'entend plus le canon. Que se passe-t-il? Ce ne sont plus que des escarmouches. La pluie tombe, froide, mêlée de neige fondue.

Quelles angoisses! Les Français seraient-ils repoussés? Ils sont repoussés, hélas! et la lugubre retraite de Bourbaki commence.

On se souvient que, ce même soir à Paris, le général Trochu disait, joyeux, dans la réunion des maires, dont nous avons parlé à sa date: « Je suis certain qu'à cette heure, Belfort débloquée est libre! »

Belfort était perdue. Le 26 janvier avait lieu l'assaut infructueux contre les Perches dont nous avons parlé, puis l'ennemi commençait et poursuivait très-activement des travaux d'approche devant ces ouvrages, dont il n'était éloigné, le 5 février, que de 80 mètres environ (1).

Le tir ennemi était formidable, tant par le nombre que par la nature et les dimensions des projectiles lancés. La place ne pouvait y répondre que très-faiblement et d'une manière peu efficace, par l'envoi de boulets pleins de 16 et de bombes, réservant les obus oblongs de 12 et de 24 qui lui restaient (environ 18,000 en tout) pour les jours d'attaque.

Et les maladies, la variole, faisaient des victimes nombreuses! *L'Écho des Affiches de Thann* donnait naguère la liste des morts d'après les registres de l'état civil.

« La liste en a été longue, disait ce journal, et elle l'eût été encore plus si tous les décès arrivés dans les postes avancés et aux grand'gardes avaient été déclarés. Les épidémies, plus que le feu ennemi, ont contribué à étendre la mortalité, qui s'est accrue par la maladie connue sous le nom de *pourriture d'hôpital*, espèce de gangrène qui survient aux plaies des blessés. Nos ambulances perdaient 93 malades sur 100; aussi ne faut-il pas s'étonner que, sur la fin des hostilités, les planches aient manqué pour la confection des cercueils. Les rats en ont fait leur profit en dévorant les cadavres entassés avant leur inhumation et dont on rencontrait les débris sur la voie publique. »

Enfin, le 8 février, les Perches étaient abandonnées, et bientôt le colonel Denfert recevait du gouvernement l'ordre de rendre Belfort. La reddition de Belfort permettait la prolongation de l'armistice dont on avait besoin pour traiter de la paix. Le 13 février, le feu était suspendu de part et d'autre.

(1) Voyez sur le siège de Belfort un très-remarquable livre: *Impressions et souvenirs du siège de Belfort*. C'est un des récits les mieux faits qu'on puisse rencontrer.

A huit heures trente-cinq minutes du soir le dernier coup de canon de cette guerre de 1870-71 était tiré dans une pièce de 24, du château, par le vieux maréchal des logis Huyghes. « Le siège de Belfort était par là terminé au bout de cent trois jours, dont soixante-treize d'un bombardement sans trêve, qui avait jeté sur la place plus de cinq cent mille projectiles, alors que Strasbourg, faiméux par ses malheurs, n'en avait pas, sur une superficie dix fois aussi grande, reçu plus de cent cinquante à deux cent mille, c'est-à-dire les deux cinquièmes (1). » Denfert adressait aussitôt à la population cette proclamation dernière :

« Citoyens et soldats,

« Le gouvernement de la défense nationale m'a donné, en vue des circonstances, l'ordre de rendre la place de Belfort. J'ai dû en conséquence traiter de cette reddition avec M. le général de Treskow, commandant en chef de l'armée assiégeante.

« Si les malheurs du pays n'ont pas permis que la résistance vigoureuse offerte par la garnison, la garde nationale et la généralité de la population reçût la récompense qu'elle méritait, nous avons pu du moins avoir la satisfaction de conserver à la France notre garnison, qui va rallier, avec armes et bagages et libre de tout engagement, le poste français le plus voisin.

« Connaissant l'esprit qui anime les habitants de la ville au milieu desquels je demeure depuis plusieurs années, je comprends mieux que personne l'amertume de la situation qui leur est faite. Cette situation est d'autant plus pénible qu'on prétend nous faire craindre qu'au mépris des principes et des idées modernes, le traité de paix que nous allons subir ne consacre une fois de plus le droit de la force et n'impose à l'Alsace tout entière la domination étrangère.

« Mais je reste convaincu que la population de Belfort conservera toujours les sentiments français et républicains qu'elle vient de manifester avec tant d'énergie. En consultant du reste l'histoire même du siècle présent, elle y puisera la légitime confiance que la force ne saurait prévaloir contre le droit.

« Vive la France! Vive la République!

« Le colonel-commandant,

« DENFERT-ROCHEREAU.

« Belfort, le 16 février 1871. »

Puis, le 18 février, à midi, il sortait, à la tête de la dernière colonne de la garnison de la ville qu'il avait si bien défendue. Comme le capitaine du

(1) *La défense de Belfort*, par E. Thiers et S. de la Laurencie, p. 463.

navire en détresse, le gouverneur quittait son bord le dernier.

Alors Belfort devenait comme un lieu de pèlerinage. De Porrentruy, du vallon de Saint-Imier, des Franches-Montagnes, les gens venaient pour contempler les ruines de la malheureuse cité. « Le cœur se serre, disait un témoin, à l'aspect de ces maisons sans toiture, dégarnies de fenêtres, lézardées, de ces murailles écroulées. Partout, dans la ville, on ne voit que boulets, éclats d'obus et même des projectiles qui n'ont pas fait explosion. »

Mais Belfort devait avoir, dans cet écroulement sinistre de tous les espoirs de la patrie, cette consolation, cette joie: la cité restait à la France, à la France qui en est fière et qui l'aime comme elle aime toute cette Alsace dont on l'a amputée comme de la chair de sa chair.

Avec Belfort tomba une autre forteresse d'Alsace, devant laquelle les Allemands étaient venus échouer et qu'ils avaient punie en brûlant, rasant en quelque sorte la ville. Cette forteresse, que les Prussiens n'ont pas prise, c'était Bitche que défendait le 54^e de ligne. Les écrivains allemands nomment eux-mêmes ce siège un *insuccès*. La ville brûlée ne se rendit que sur un ordre du gouvernement français. Du haut d'un roc le drapeau français domina jusqu'à la fin la citadelle et défia les assiégeants. Les étages superposés des ouvrages rendaient la forteresse imprenable. Les Bavares, qui l'investissaient, durent renoncer à tout espoir. En revanche, ce furent, je le répète, les maisons particulières qui reçurent leurs coups. Le siège fini, il ne restait pas dans la malheureuse ville *trois* maisons habitables. Le 21 septembre, après onze jours de bombardement, l'ennemi, se sentant impuissant, abandonna le siège et se contenta d'observer la citadelle. De temps à autre cependant, le bombardement reprenait comme si les Bavares cantonnés sur les routes de Sarreguemines, de Lomberg et de Niederbronn eussent éprouvé le sauvage besoin de tirer quelque meurtrier feu d'artifice. Ils eurent un moment la tentation d'employer les gros canons de Metz contre cette héroïque petite ville qui se défendit pendant *sept mois*. — Sept mois de siège, de lutte, d'espoir, de courage, et cela pour aboutir à la reddition, fière, il est vrai, comme on en peut juger par cette clause :

« La garnison de Bitche sortira immédiatement de cette place avec les honneurs de la guerre. Elle emportera avec elle ses armes, bagages, matériel, et les archives se rapportant à la forteresse même. La garnison sera transportée en chemin de fer à Lunéville, et de cette ville au delà des districts occupés par l'armée allemande. »

Mais lorsqu'on apprit, à Bitche, ce dénoûment, « chacun, dit un témoin, s'abordait dans les rues, les larmes aux yeux; l'aspect de la ville était na-

vrant. Les femmes surtout se faisaient remarquer par l'excès de leur douleur patriotique; aussi voulurent-elles donner à l'admirable garnison un souvenir de gratitude.

« Elles convinrent de broder un drapeau qui serait confié au commandant de la place, chargé de le remettre au chef de l'État, avec prière de le déposer au musée d'artillerie jusqu'au jour où il pourra être rapporté à Bitche par une armée française triomphante. En quelques jours, le drapeau fut terminé et apporté à la citadelle. »

Le 13 mars, un ordre du colonel Tessier, commandant la place de Bitche, était porté à la connaissance de la garnison :

« Officiers, sous-officiers et soldats de la garnison, vous êtes appelés à vous réunir aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, au camp retranché, pour recevoir des délégués de Bitche un drapeau qui vous est offert par les habitants de la ville, et que leurs filles ont voulu broder de leurs mains.

« Ce drapeau, glorieux témoignage de votre courage et de votre patience pendant les sept mois de siège ou de blocus de la place, sera présenté au chef de l'État, auquel je demanderai qu'il soit déposé au musée d'artillerie, jusqu'au jour où il pourra être rapporté ici par une armée française valeureuse et triomphante.

« C'est un gage que la France voudra restituer un jour à une population aussi malheureuse, aussi dévouée et si éminemment française de cœur et d'âme sur laquelle le joug de l'étranger va s'appesantir.

« Conservons tous le souvenir de cette cérémonie touchante, pour le faire passer au besoin comme une tradition vivante et ineffaçable dans le cœur de nos enfants.

« N'oublions jamais que nous allons laisser ici des Français, des frères malheureux, dont le cœur reste plein d'espérance et de foi dans l'avenir.

« Après réception du drapeau, la garnison défilera devant MM. les délégués de la ville et rentrera sans s'arrêter dans ses logements.

« Une compagnie du 54^e de marche, casernée au château, reconduira le drapeau chez le commandant de la place, où il restera déposé en attendant les dispositions à prendre pour le départ de la garnison.

« Le lieutenant-colonel commandant la place,

« TESSIER.

« Bitche, le 13 mars 1871. »

En conformité de cet ordre, toute la garnison était sous les armes à une heure. M. Lambert, chef de la municipalité, arriva avec le drapeau, suivi de la garde nationale, des mobilisés de la ville, et le remit entre les mains du colonel Tessier. « Je vous offre ce drapeau, dit M. Lambert, tra-